

Par Gilles Boyer *

Palais de l'Élysée, dimanche 10 mai 1981, 19 heures. Comme sept ans auparavant, Valéry Giscard d'Estaing attend dans son bureau les résultats du second tour de l'élection présidentielle, avec son transistor pour seul compagnon. Son téléphone sonne. C'est Michel Poniatowski, son complice.

«...
- Vous êtes sûr, Michel?
-...
- Merci.»

Giscard se lève, et admire le jardin de l'Élysée, qu'il aura donc le loisir de contempler sept ans de plus. Dans une heure, la France entière apprendra qu'il vient d'être réélu après une campagne difficile.

Le président pousse un soupir de soulagement. Une frayeur rétrospective l'étreint : l'idée de voir François Mitterrand à sa place, les communistes au gouvernement, et surtout le programme de la gauche s'appliquer... la semaine de 35 heures, la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, l'augmentation du smic, les nationalisations : bref, la ruine. Sans parler de l'impôt sur les grandes fortunes, le moratoire sur le nucléaire et autres fadaïses.

Giscard se souvient du jour où Poniatowski est venu le voir, au lendemain du premier tour, lors duquel Giscard est arrivé en tête, avec 28 %, devant Mitterrand, 26, Chirac, 18, et Marchais, 15. Les reports de voix, à droite comme à gauche, s'annonçaient déterminants.

«Valéry, vous avez vu ce qu'a dit Chirac? Chacun devra voter selon sa conscience. À titre personnel, je ne puis que voter pour M. Giscard d'Estaing.»

- C'est le minimum minimorum.
- Comme vous dites. Votre avance est maigre, et les sondages se resserrent.
- Certes.
- On m'annonce un Ifop qui donne Mitterrand à 52 %.

Giscard hausse les épaules. Poniatowski tend une grande enveloppe kraft. VGE regarde son vieil ami, qui lui fait signe de l'ouvrir. À l'intérieur, une photo de François Mitterrand, jeune, avec le maréchal Pétain.

«Je connais l'histoire de cette photo, soupire Giscard. Vous m'en avez déjà parlé il y a sept ans et j'ai refusé de l'exploiter... Vous m'en avez reparlé il y a trois mois et j'ai refusé...»

- Comme le Général en 1965, je sais. Il disait : «Il ne faut pas affaiblir Mitterrand,

si'il venait à être élu un jour.» Mais cette fois, si Mitterrand est une nouvelle fois battu, à 64 ans, il sera définitivement hors jeu. Il y a trois mois, ils pouvaient encore changer de cheval. Aujourd'hui, c'est trop tard.»

Ponia voit Giscard réfléchir.
«Michel, vous auriez très bien pu donner cette photo aux journaux sans m'en parler.

- C'est ce que j'aurais dû faire?
- Je n'ai pas l'habitude de vous forcer la main.
- Si vous avez cette photo, d'autres l'ont, non?

- Chirac, vous voulez dire?
- Hmm.
- Chirac n'a aucun intérêt à affaiblir Mitterrand...»

Giscard esquisse un sourire.
«Je crois que beaucoup de gens ont cette photo en main.

- Oui. Imaginez l'effet qu'elle pourrait produire dans l'électorat de gauche...

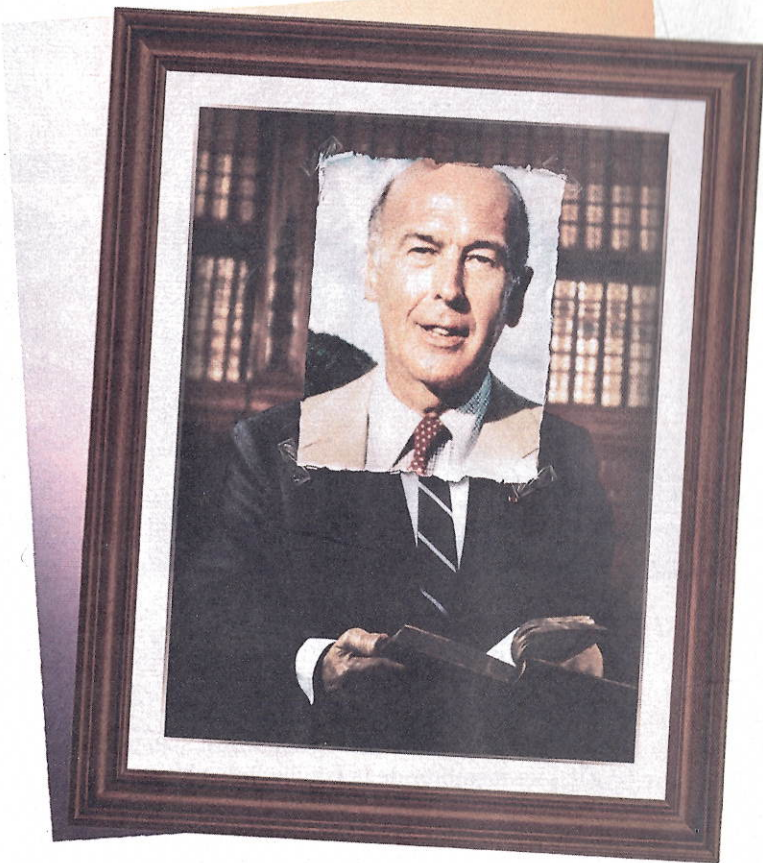
- Je crois que beaucoup de gens ont cette photo en main, répète bizarrement Giscard en regardant Ponia droit dans les yeux.

Ponia, qui a compris, se lève.
«Bon courage pour la dernière ligne droite, Valéry.»

Deux jours plus tard, la parution de la photo dans «Le canard enchaîné» avait fait l'effet d'une bombe. Sous le titre en une, avec la photo en pleine page, «Le «bon choix» pour la France : l'ami de Bokassa ou l'ami de Pétain.» Giscard avait tordu le nez : il aurait volontiers évité cette nouvelle allusion à l'affaire des diamants (Bokassa, déchu de son trône centrafricain, qui prétendait avoir fait don à Giscard d'une rivière de diamants), dont il avait tant de mal à se dépêtrer. Sur ses affiches, on avait collé des autocollants sur ses yeux, en forme de

SI GISCARD AVAIT GAGNÉ EN 1981...

Pour les fêtes de fin d'année, nous avons demandé à des personnalités d'imaginer une autre histoire politique. Premier épisode : si le président Valéry Giscard d'Estaing avait été réélu face à François Mitterrand.



diamants, et il soupçonnait fort le RPR d'en être à l'origine.

Depuis quelques jours, les militants giscardiens avaient remplacé, sur les affiches de Mitterrand, son visage par celui du Maréchal.

Mais pour Mitterrand, le mal est fait : le scandale est énorme. Le PCF, qui lui avait apporté son soutien après le premier tour, mais avant la révélation du «Canard», lui demande des explications. Michel Rocard exprime son trouble. Jacques Attali, proche conseiller du candidat, démissionne avec fracas. Serge Klarsfeld fait une déclaration définitive. Au journal de 20 heures, il s'était défendu tant bien que mal :

«Replaçons-nous dans le contexte de l'époque. Pétain était à la tête du gouvernement de Vichy. Tout le monde le voyait. Il s'agissait de préserver une couverture pour mes activités de résistance.»

La polémique prend le pas sur tout le reste. Georges Marchais, impitoyable, conclut :

«Nous avons été volés au premier tour, nous ne nous laisserons pas voler au second.»

Jacques Chirac lui-même est contraint de s'exprimer à nouveau :

«J'ai dit que chacun devait voter selon sa conscience : nous savons désormais dans quelle direction les consciences doivent se tourner.»

Deux jours après, un sondage avait replacé les deux candidats à égalité.

Le vent tourne en faveur de Giscard, qui n'en rajoute pas, réservant ses joutes pour le débat télévisé décisif prévu pour le mardi 5 mai, cinq jours avant le second tour.

Ce jour-là, à 15 heures, VGE prépare le débat du soir lorsque Poniatowski lui apporte «Le canard enchaîné» du lendemain, tout juste sorti de l'imprimerie. Un gros titre barre la une : Papon aide de camps. Suit un article qui révèle la participation de Maurice Papon, ministre du Budget en exercice, et à l'époque secrétaire général de la préfecture de Gironde, aux rafles allemandes pendant la guerre.

«Mais enfin, personne n'était au courant? s'étonne Giscard.

- Non. Mitterrand va sauter là-dessus.
- Je l'attends de pied ferme.»

Le soir, Giscard, détendu, et Mitterrand, crispé, serrent la main de Jean Boissonnat et celle de Michèle Cotta, les animateurs du débat. Devant leur écran des dizaines de millions de téléspectateurs, pour une élection qui s'annonce particulièrement serrée. Après un échauffement sur les questions économiques, on en vient à la joute que tout le monde attend.

Mitterrand tente une attaque pour répondre à Giscard, qui, sept ans plus tôt, le qualifiait d'homme du passé :

«C'est quand même ennuyeux que, dans l'intervalle, vous soyez devenu l'homme du passif.

- M. Mitterrand, c'est plutôt votre résistance qui était passive.

- Je m'en suis expliqué. Je vous rappelle que je suis Croix de guerre et médaillé de la Résistance. Voulez-vous que nous parlions de votre ami Papon, éminent ministre de votre gouvernement?

- La différence, M. Mitterrand, c'est que j'ignorais tout de cela, alors que vous ne pouviez ignorer ce que vous avez fait vous-même! Vous servez Vichy puis vous retournez votre veste! Ce soir, j'aimerais savoir, et les Français aimeraient savoir, à quel François Mitterrand je parle : le décoré de Vichy ou le converti tardif aux idées de gauche? Qu'allons-nous encore découvrir sur vous?»

Dès lors, l'élection était jouée, même si Giscard s'était efforcé de n'en rien laisser paraître. Quelle histoire! se dit Giscard depuis son bureau à l'Élysée.

À 20 heures, sur l'écran pixelisé, le visage de VGE apparaît. Jean-Pierre Elkabbach annonce l'estimation CII-Honeywell-Bull : Giscard est réélu, par 51 % contre 49, peu ou prou le même score qu'en 1974.

Rue de Solferino, on range le champagne : décidément, la gauche n'y arrivera jamais.

«Le canard enchaîné» titre en une «Le «bon choix» pour la France : l'ami de Bokassa ou l'ami de Pétain»

François Mitterrand annonce aussitôt son retrait de la vie politique après trois échecs à la présidentielle. Pour Michel Rocard, c'est la preuve que la radicalisation ne fonctionne

pas. Pour Georges Marchais, c'est la preuve que la compromission avec le grand capital ne fonctionne pas.

Giscard parcourt d'un œil distrait les télégrammes de félicitations de Reagan, de Margaret Thatcher, et de son ami le chancelier allemand Helmut Schmidt, pourtant social-démocrate. «Il ne

manque plus que Brejnev», soupire-t-il.

Jacques Chirac parvient à le joindre.

«M. le Président, je vous félicite très sincèrement.

- Je vous remercie pour votre soutien, répond Giscard en se pinçant le nez.

- J'entends dire que vous voulez dissoudre l'Assemblée. Je crois que ce serait une erreur.»

D'un coup, Giscard, qui hésitait, est tenté. Avoir une majorité à sa main. Ne plus dépendre du RPR, qui l'a tant malmené. Créer un grand parti présidentiel. Ne pas avoir, au-dessus de la tête, l'épée de Damoclès des législatives prévues en 1983.

Mais comment expliquer qu'il dissout alors que, formellement, il a une majorité? Bah, pendant quelques semaines, dans la dynamique de la victoire, il peut sans doute se le permettre.

«Je sais que nous avons eu des différends, poursuit Chirac. Mais à présent la campagne est terminée, n'est-ce pas?

- Absolument.
- Peut-être pourrions-nous...
- Oui?

- Repartir du bon pied?
- Certainement», approuve Giscard.

Aucun des deux ne pensait un traître mot de ce qu'il disait. Giscard raccroche et pense à Raymond Barre, qui fut son Premier ministre pendant cinq ans. Loyal, dévoué. Impopulaire, aussi. L'heure était venue de lui choisir un successeur. Mais qui? Bizarrement, Giscard y avait très peu réfléchi.

À la radio, Gilbert Bécaud entonne son refrain : «Et maintenant, que vais-je faire?» Giscard sourit. Il se pose un peu la même question : il a fait campagne avec un programme volontairement vague. Mais rien ne presse. Après tout, en 1988, il n'aura que 62 ans. ■

* Député européen, conseiller d'Édouard Philippe et romancier.

